



PRÉFÈTE DE SEINE-ET-MARNE

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE DE
L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE D'ÎLE-DE-FRANCE**

Unité territoriale de Seine-et-Marne

**Arrêté préfectoral 2014 / DRIEE / UT77 / 090
de Mise en Demeure à l'encontre de la SCI GRABRIEL BOUILLON
pour l'ancien site de la société ANTICORROSION
Impasse Denis Papin sur la commune de GRETZ ARMAINVILLIERS (77220)**

**La préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Vu le Code de l'Environnement, Livre V, Titre IV relatif aux Déchets chapitre 1^{er} relatif aux dispositions générales relatives à la prévention et à la gestion des déchets, et notamment ses articles L.541-1, L.541-2, L.541-3, L.541-7 et R541-12-16,

Vu l'arrêté préfectoral n°13/PCAD/84 en date du 27 août 2013 de Madame la préfète de Seine et Marne donnant délégation de signature à M. Alain VALLET, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

Vu l'arrêté 2013 DRIEE IdF 85 du 9 octobre 2013 portant subdélégation de signature,

Vu les courriers des 11 juillet 2013 et 16 septembre 2013 adressés à monsieur Daniel Bouillon gérant de la SCI Gabriel Bouillon l'informant de ses obligations et des sanctions qu'il encourt en sa qualité de détenteur des déchets,

Vu la réponse de la SCI Gabriel Bouillon datée du 20 mai 2014,

Vu le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France consécutif à une inspection effectuée le 6 juin 2014 dans l'établissement susvisé,

Considérant que le producteur des déchets, la société ANTICORROSION qui relevait de la réglementation relative aux installations classées, a juridiquement disparu suite à la clôture de la liquidation par jugement du 18 novembre 2011,

Considérant que l'article L.541-3 du code de l'environnement permet au titulaire du pouvoir de police de mettre en demeure le producteur ou le détenteur des déchets d'effectuer les opérations nécessaires au respect du chapitre L.541-3 du code de l'environnement dans un délai déterminé,

Considérant que l'article R541-12-16 dispose que sur le site d'une installation classée, l'autorité titulaire du pouvoir de police mentionnée à l'article L.541-3 est l'autorité administrative chargée du contrôle de cette installation,

Considérant que le site sur lequel se trouvent les déchets relevait de la réglementation relative aux installations classées,

Considérant qu'en conséquence la préfète de Seine-et-Marne est l'autorité de police compétente pour l'application de l'article L.541-3 du code de l'environnement,

Considérant que les déchets de sables pollués au plomb sont susceptibles de polluer l'environnement et de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L541-1,

Considérant que le propriétaire des terrains et actuel détenteur des déchets de sables pollués au plomb, la SCI Gabriel Bouillon dont le gérant est monsieur Daniel Bouillon, n'a engagé aucune mesure afin de procéder à l'évacuation de ces déchets,

Considérant que le propriétaire des terrains et actuel détenteur des déchets de sables pollués au plomb, la SCI Gabriel Bouillon dont le gérant est monsieur Daniel Bouillon, était lié à l'exploitation de l'installation classée ANTOCORROSION, aujourd'hui liquidée, et dont le nom commercial était « G.BOUILLON ANTICORROSION GBA »,

Considérant que la société AVR Environnement a autorisé la SCI Gabriel Bouillon à accéder à ses terrains en empruntant le passage sur son site tout en la prévenant au minimum 8 jours avant,

Considérant que la SCI Gabriel Bouillon a été avertie à deux reprises (courrier du 11 juillet 2013 et du 16 septembre 2013) que si elle ne procédait pas à l'évacuation de ses déchets, elle serait mise en demeure de procéder à l'évacuation des déchets dans un délai de trois mois conformément aux dispositions de l'article L541-3 du code de l'environnement,

Considérant l'expiration du délai réglementaire d'un mois, requis dans l'article L541-3 du code de l'environnement pour permettre à la société de présenter ses observations écrites ou orales permettant de justifier de sa conformité à l'article L541-2 du code de l'environnement et courant à partir de la date de réception du courrier du 16 septembre 2013 ;

Considérant que monsieur Daniel Bouillon gérant de la SCI Gabriel Bouillon dans son courrier du 20 mai 2014 n'apporte aucun élément justifiant qu'il va procéder à l'évacuation des déchets,

Considérant que la présence des déchets a été constatée lors de la visite d'inspection du 6 juin 2014,

Considérant par conséquent que la SCI Gabriel Bouillon, détenteur des déchets abandonnés sur sa propriété et à ce titre, responsable de la gestion desdits déchets jusqu'à leur élimination ou leur valorisation finale ne satisfait pas aux exigences de l'article L.541-2 du code de l'environnement qui dispose :

« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge. » ,

Considérant par ailleurs qu'en application de l'article L.541-7 du code de l'environnement, la société SCI Gabriel Bouillon est tenue de fournir à l'administration toutes les informations concernant les modalités d'élimination des déchets qu'elle remet à un tiers,

Sur proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France,

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}

La SCI GABRIEL BOUILLON, dont le siège social est situé 26 rue Saint Paulin à LA VARENNE SAINT HILAIRE (94210), est, en sa qualité de détenteur des déchets abandonnés sur sa propriété située impasse Denis Papin sur la commune de GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), mise en demeure de respecter, **dans un délai maximal de trois mois**, à compter de la notification du présent arrêté, l'article L541-2 du code de l'environnement en réalisant les opérations suivantes :

- évacuer la totalité des déchets présents sur sa propriété située impasse Denis Papin sur la commune de GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220) vers des installations dûment autorisées à les recevoir ,
- transmettre au préfet tous les justificatifs de leur bonne élimination ou valorisation.

ARTICLE 2

Si les dispositions de l'article L.541-2 du code de l'environnement n'étaient pas satisfaites dans le délai prévu à l'article 1^{er}, la société s'exposerait aux sanctions administratives et pénales prévues respectivement aux articles L541-3 et L541-46 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de GRETZ – ARMAINVILLIERS et peut y être consultée.

Une copie du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles la SCI GABRIEL BOUILLON est soumise, est affichée en mairie de GRETZ – ARMAINVILLIERS pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé à la Préfecture (Direction de la Coordination des Services de l'Etat) par les soins du maire.

Une copie du présent arrêté est publié sur le site Internet de la Préfecture pour une durée identique.

Une copie du présent arrêté est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 4 : DELAI ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de Seine-et-Marne ou d'un recours hiérarchique auprès de la ministre chargée de l'écologie, dans un délai de 2 mois à compter de la notification ; dans le silence gardé par l'administration pendant 2 mois, la société dispose d'un délai de 2 mois pour exercer un recours en excès de pouvoir près le Tribunal administratif de Melun.

ARTICLE 5

- Le Secrétaire général de la Préfecture,
- Le Maire de GRETZ-ARMAINVILLIERS,
- Le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à PARIS,
- Le Chef de l'unité territoriale de Seine-et-Marne de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie à SAVIGNY-LE-TEMPLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la SCI GABRIEL BOUILLON, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 3 juillet 2014

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation,

Pour le Directeur empêché,

Le chef du pôle risques et aménagement



Sandrine ROBERT

DESTINATAIRES :

- L'exploitant,
- Monsieur le Maire de GRETZ-ARMAINVILLIERS,
- Le Préfet de Seine et Marne (SIDPC),
- Le Préfet de Seine et Marne (DCSE),
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- Le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Paris,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Énergie et de l'Environnement d'Île-de-France à Savigny-le-Temple.